

PER

L-520

BA m Q

Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Board of Trade of Metropolitan Montreal

TABLEAU DE BORD

DU GRAND MONTRÉAL

PERSPECTIVES 2011



6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2
 7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9
 0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8
A U T O M N E 2 0 1 0
 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0 5
 1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1
 8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0
 0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3
 4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6
 5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5
 6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2
 7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9
 1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1
 8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0
 3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8
 0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8
 2 5 4 1 8 5 3 0 5 3 6 4
 9 6 3 8 4 8 3 2 9 7
 0 8 3 3 8 9 0 6 3
 1 3 6

Partenaire principal :

Canada Economic
Développement
économique Canada
Development

Canada

En collaboration avec :

Montréal

CRÉATEURS D'AFFAIRES

TABLEAU DE BORD

DU GRAND MONTRÉAL

PERSPECTIVES 2011

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Eric Prud'Homme
Vice-président, Stratégie et affaires publiques

RÉDACTEUR EN CHEF

Martin Bergeron
Directeur, Stratégie et politiques

RÉDACTRICE

Maha Berechid
Économiste, Stratégie et politiques

COMMUNICATIONS

Amadou Dieng
Directeur, Communications

Julie Desjardins
Conseillère, Communications

RÉVISION ET COORDINATION

Christine Lalancette
Coordonnatrice, Publications,
et correctrice-révisure

CONCEPT GRAPHIQUE

Sophie Lafleur
Graphiste

IMPRESSION

Datamark Systems

Couverture :



Intérieur :



Également disponible sur le site Web de la Chambre :
www.cmm.qc.ca

Société canadienne des postes
Envoi de publications canadiennes
Convention n° 40063203

Tableau de bord est une publication semestrielle de la
Chambre de commerce du Montréal métropolitain réalisée en
partenariat avec Développement économique Canada et en
collaboration avec la Ville de Montréal.

Date de mise à jour des données : 19 octobre 2010

POUR NOUS JOINDRE

380, rue Saint-Antoine Ouest, bureau 6000
Montréal (Québec) H2Y 3X7
Téléphone : 514 871-4000
Télécopieur : 514 871-1255
www.cmm.qc.ca

ÉDITORIAL	5
LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI Canada, Québec et Montréal	6
MONTRÉAL ET LES AUTRES PRINCIPALES MÉTROPOLIS CANADIENNES Montréal, Calgary, Ottawa, Toronto et Vancouver	7
PERSPECTIVES DES TAUX DE CROISSANCE MONDIAUX ET DES TAUX D'INFLATION EN 2011	8
PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES GLOBALES	9
SUR L'ÉCRAN RADAR Perspectives 2011 : des reprises disparates d'une région à l'autre	10
LES ÉTATS-UNIS Une économie vulnérable	13
LE CANADA Mieux positionné pour réussir la reprise?	15
AU QUÉBEC Une crise modeste et une reprise plus vigoureuse que prévu	17
PLEINS FEUX SUR MONTRÉAL	19
À MONTRÉAL L'économie demeure résiliente	20
DANS L'ŒIL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES En 2011, l'économie de Montréal sera marquée par...	22
LA CONFIANCE DES MEMBRES DE LA CHAMBRE En très légère baisse au troisième trimestre	24
DE SECTEURS STRATÉGIQUES À GRAPPES INDUSTRIELLES	
• Le secteur financier : le cœur économique de Montréal	25
• Les technologies propres : un secteur en plein essor	26
LES PROJETS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE Un outil important pour hausser la productivité de nos entreprises	27
CHRONIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA Perspectives de l'évolution de la population active du Québec et de la région métropolitaine de Montréal	28
CHRONIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL Marché de l'emploi à Montréal : une reprise encourageante, mais encore fragile	29



ÉDITORIAL

RESTONS ALERTES ET SOYONS STRATÉGIQUES!



La crise économique mondiale a révélé la résilience de l'économie métropolitaine. Montréal a en effet connu une contraction de sa production plus modérée que la majorité des autres grandes villes nord-américaines et, encore plus révélateur, son marché du travail est demeuré relativement vigoureux. De fait, malgré la récente baisse de l'emploi métropolitain, Montréal a récupéré tous les emplois perdus durant la récession et son taux de chômage est maintenant inférieur à celui de Toronto et des États-Unis.

Cette performance de notre économie, somme toute encourageante, s'inscrit dans un contexte global beaucoup plus difficile. Les perspectives économiques mondiales se sont quelque peu dégradées au cours des derniers mois. La croissance de la production a ralenti dans plusieurs économies et les risques qui menacent la reprise ont augmenté. Tout ceci aura inévitablement des répercussions sur nos entreprises. Mais l'heure n'est pas à la panique. Plusieurs experts s'entendent pour dire que les risques de replonger en récession demeurent assez faibles. De plus, les assises que possède notre économie nous permettent de garder notre optimisme.

Les entreprises montréalaises doivent demeurer vigilantes quant à l'évolution prochaine de l'économie et faire des choix éclairés et des planifications stratégiques appropriées. Le processus de reprise sera sans doute plus long que nous ne l'anticipions au premier trimestre de 2010; les entreprises qui sauront maîtriser les risques liés à la reprise tout en faisant des choix et des investissements stratégiques seront les mieux positionnées lorsque la croissance reprendra son élan.

Nos principaux défis pour réussir consistent à améliorer notre productivité, à mieux intégrer une main-d'œuvre hautement qualifiée à notre économie et à bien nous positionner dans les marchés à fort potentiel.

Dans ce contexte, nos entreprises doivent :

- Profiter de la force du dollar canadien pour investir dans les équipements et machineries afin d'accroître leur productivité;
- Poursuivre et même accroître les investissements en recherche et développement;
- Améliorer la veille stratégique afin d'être à l'avant-garde technologique et de bien lire l'évolution des marchés;
- Dépister, intégrer et former de nouveaux talents pour assurer une relève efficace de la main-d'œuvre;

- Développer des stratégies de pénétration de nouveaux marchés afin de bénéficier de la croissance vigoureuse de certains pays émergents d'Asie et de mieux s'y positionner.

Nous conseillons donc à nos entreprises de demeurer attentives au développement des conditions économiques globales, tout en mettant en œuvre les actions nécessaires qui leur permettront de bien se positionner lorsque la reprise se raffermira. C'est le moment opportun pour prendre les devants.

Michel Leblanc
Président et chef de la direction
Chambre de commerce du Montréal
métropolitain

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI

CANADA, QUÉBEC ET MONTRÉAL

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI				
INDICATEURS	EN DATE DU :	CANADA	QUÉBEC	MONTRÉAL
ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE				
PIB réel [†]	T2 2010	+ 3,9 %	+ 3,4 %	+ 3,4 %
MARCHÉ DU TRAVAIL				
Emplois créés [†]	Septembre 2010	+ 2,1 %	+ 3,2 %	+ 3,2 %
Taux d'activité	Septembre 2010	67,3 %	65,6 %	66,8 %
Taux de chômage	Septembre 2010	8,0 %	7,7 %	8,3 %
CONSTRUCTION ET IMMOBILIER				
Permis de bâtir [†]	Août 2010	+ 11,4 %	+ 15,1 %	+ 19,8 %
Mises en chantier [†]	T2 2010	+ 48,8 %	+ 31,7 %	+ 29,4 %
POUVOIR D'ACHAT ET CONSOMMATION				
Taux annuel d'inflation [†]	Septembre 2010	1,9 %	1,0 %	0,9 %
Ventes au détail [†]	T2 2010	+ 7,3 %	+ 7,0 %	+ 4,2 %
COMMERCE EXTÉRIEUR				
Exportations [†]	Juillet 2010	+ 3,1 %	- 7,1 %	-

[†] Ces variations sont exprimées par rapport à la même période de 2009

Sources : Statistique Canada, Conference Board du Canada et Institut de la statistique du Québec

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI				
MARCHÉS FINANCIERS	EN DATE DU :		VARIATION PAR RAPPORT	
			au mois précédent	à l'année précédente
Taux directeur : Banque du Canada	19 octobre 2010	1 %	0 point de base	+ 75 points de base
Dollar canadien (vs \$US)	Septembre 2010	0,96 \$	+ 0,007 \$	+ 0,043 \$
Prix du baril de pétrole (WTI, en \$US)	Septembre 2010	75,24 \$	- 1,77 %	+ 8,39 %

Sources : Banque du Canada et Energy Information Administration

MONTRÉAL ET LES AUTRES PRINCIPALES MÉTROPOLIS CANADIENNES

MONTRÉAL, CALGARY, OTTAWA, TORONTO ET VANCOUVER

LES RÉSULTATS DE 2009

	MONTRÉAL	CALGARY	OTTAWA	TORONTO	VANCOUVER
Produit intérieur brut (en millions \$ de 2002)	122 309	60 949	45 607	217 539	80 110
Revenu personnel per capita (en dollars)	34 499	53 899	40 990	38 549	36 159
Revenu personnel disponible per capita (en dollars)	26 729	42 293	32 042	30 134	28 792
IPC (2002=1)	1,135	1,217	1,137	1,136	1,129
Emplois (en milliers)	1 879	698	659	2 890	1 234
Taux de chômage	9,2 %	6,7 %	5,7 %	9,5 %	7,1 %
Ventes au détail (en millions \$)	41 874	20 589	14 811	59 118	25 518
Mises en chantier (en milliers)	19,3	6,3	8,9	25,9	8,3

Source : Conference Board du Canada

LES PRÉVISIONS DE 2010 ET 2011

(À l'exception du taux de chômage, les variations sont exprimées par rapport à l'année précédente.)

	MONTRÉAL		CALGARY		OTTAWA		TORONTO		VANCOUVER	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Produit intérieur brut	3,2 %	2,3 %	3,5 %	3,8 %	3,7 %	2,5 %	4,7 %	3,6 %	4,3 %	3,3 %
Revenu personnel per capita	3,9 %	3,0 %	0,8 %	3,6 %	4,5 %	3,1 %	3,1 %	4,0 %	2,0 %	3,9 %
Revenu personnel disponible per capita	3,3 %	2,4 %	0,3 %	3,0 %	4,2 %	2,6 %	2,8 %	3,5 %	1,8 %	3,6 %
IPC (2002=1)	1,5 %	3,2 %	1,2 %	2,1 %	3,1 %	2,9 %	3,1 %	2,8 %	2,3 %	2,9 %
Emplois	3,3 %	1,1 %	-0,6 %	3,7 %	2,8 %	0,4 %	2,0 %	3,2 %	1,1 %	2,7 %
Taux de chômage	8,4 %	8,0 %	7,3 %	6,7 %	6,0 %	5,8 %	9,0 %	8,2 %	7,3 %	6,5 %
Ventes au détail	4,2 %	4,1 %	5,1 %	5,4 %	5,6 %	5,1 %	5,3 %	5,8 %	6,8 %	5,0 %
Mises en chantier	18,2 %	-14,1 %	45,7 %	-4,0 %	-1,0 %	-18,7 %	18,6 %	17,2 %	80,9 %	3,1 %

Source : Conference Board du Canada

Pour des données régulièrement mises à jour, nous vous invitons à consulter *Tableau de bord* en ligne à l'adresse suivante : www.tableaubordmontreal.com

PERSPECTIVES DES TAUX CROISSANCE MONDIAUX ET DES TAUX D'INFLATION EN 2011



Source: d'après les données des « Perspectives de l'économie mondiale » d'octobre 2010 du FMI

6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2
7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8
P E R S P E C T I V E S
É C O N O M I Q U E S 7
G L O B A L E S 7 9 3 2
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0
0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5
6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2
7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9
1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0
3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8
2 5 4 1 8 5 3 0 5 3 6 4
9 6 3 2 7 8 4 8 3 2 9 7
0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5
6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2
7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8
2 5 4 1 8 5 3 0 5 3 6 4
1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0
3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8

SUR L'ÉCRAN RADAR

PERSPECTIVES 2011 : DES REPRISES DISPARATES D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Depuis le deuxième trimestre de 2009, l'économie mondiale semble avoir emprunté le chemin de la reprise. Bien que cette dernière ait été plus vigoureuse que prévu au premier semestre de 2010, les récents indicateurs économiques témoignent d'un affaiblissement de la croissance un peu partout dans le monde. En effet, celle-ci demeure menacée par plusieurs facteurs et évolue à des rythmes très différents d'une région à l'autre. D'un côté, les pays en émergence et en développement semblent être les moteurs de la reprise, leur production affichant une forte croissance, alors que de l'autre, les pays avancés connaissent une croissance plutôt timide de leur activité.

Malgré les risques qui pèsent sur la reprise, les perspectives économiques pour les années 2010 et 2011 demeurent positives. C'est ainsi que le Fonds monétaire international (FMI)¹ anticipe une croissance du **produit intérieur brut (PIB) mondial** de 4,8 % en 2010 et de 4,2 % en 2011.

UNE REPRISE QUI A DÉMARRÉ EN FORCE, MAIS QUI COMMENCE À RALENTIR

C'est, entre autres, la croissance particulièrement vigoureuse des pays émergents d'Asie, la hausse du commerce mondial et de la production industrielle, l'effet de l'accumulation des stocks et la relance de la demande privée qui ont permis à l'économie mondiale de croître à un rythme plus

rapide qu'anticipé. Selon le FMI, la production mondiale a progressé à un taux annuel de 5,25 % au premier semestre de 2010. Néanmoins, cette croissance a commencé à ralentir dès le troisième trimestre. En effet, l'indicateur composite avancé² de la zone de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a diminué de 0,1 point en août 2010 (pour le quatrième mois consécutif), semble appuyer l'existence d'un « pic dans l'expansion ». Autrement dit, pour plusieurs pays de l'OCDE, on pourrait s'attendre encore à un infléchissement de la croissance d'ici environ 6 à 9 mois.

UNE PERFORMANCE QUI DEMEURE FAIBLE AU SEIN DES PAYS AVANCÉS

Selon le FMI, la performance économique des pays avancés restera modeste, avec un taux de progression de la production prévu de 2,7 % en 2010. Cette croissance demeurera entre autres soutenue par la hausse de la demande émanant des pays émergents d'Asie. En 2011, la production ralentira quelque peu pour s'établir à environ 2,2 %, et ce, principalement en raison des impacts possibles de l'endettement, du taux de chômage élevé et du retrait des mesures de stimulation sur les économies de plusieurs pays avancés.

Au **Canada**, les dépenses gouvernementales, notamment en infrastructures, combinées à un

regain de vigueur de l'économie intérieure, ont amené le PIB du pays à croître à un rythme élevé au quatrième trimestre de 2009 (4,9 %) et au premier trimestre de 2010 (5,8 %), selon Statistique Canada. Cependant, la faiblesse de l'économie mondiale et une demande bien modeste de la part du principal partenaire commercial du pays amènent la Banque du Canada à anticiper une croissance réelle de 3 % en 2010 et de seulement 2,3 % en 2011.

Aux **États-Unis**, les mesures de stimulation monétaire et budgétaire combinées à l'effet de l'accumulation des stocks ont donné une impulsion à la reprise au quatrième trimestre de 2009 (5 %). Toutefois, la croissance a ralenti au premier et au deuxième trimestre de 2010 pour s'établir à 3,7 % et 1,7 % respectivement. Cela dit, le retrait des mesures de stimulation, conjugué à une demande privée encore modeste et à un taux de chômage qui demeure élevé, continuera de ralentir la cadence de cette croissance. Ainsi, le FMI prévoit une croissance du PIB de 2,6 % en 2010 et de 2,3 % en 2011.

Par ailleurs, la **zone euro** a connu, au printemps dernier, la plus grande crise depuis sa création. Le lourd endettement des pays de la périphérie de la zone (la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne) a entraîné une perte de confiance en

¹ Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, octobre 2010.

² L'indicateur composite avancé de l'OCDE « signale à l'avance les points de retournement du cycle économique – fluctuations de l'activité économique autour de son niveau possible de long terme. Par cette approche centrée sur les points de retournement (pics et creux), l'indicateur composite avancé fournit des informations qualitatives sur les évolutions économiques à court terme plutôt que quantitatives. Quatre phases cycliques sont définies alors comme suit : expansion – l'indicateur composite avancé augmente et est au-dessus de 100; infléchissement – l'indicateur composite avancé diminue et est au-dessus de 100; ralentissement – l'indicateur composite avancé décroît et est en dessous de 100; reprise – l'indicateur composite avancé augmente et est en dessous de 100 ».

leur solvabilité, créant de la spéculation quant à la viabilité de l'union monétaire. Cependant, l'intervention rapide et massive des pouvoirs publics semble avoir apaisé la situation. Il y a par ailleurs un consensus concernant la thèse d'une reprise modeste au sein de cette zone, et ce, même si des questions demeurent au sujet des mesures d'austérité à adopter afin de revenir à l'équilibre budgétaire. La hausse du commerce international et l'amélioration de la demande intérieure européenne ont été les principaux moteurs de cette reprise. La croissance du PIB réel de la zone prévue par le FMI est de 1,7 % en 2010 et de 1,5 % en 2011.

Toutefois, les performances économiques sont disparates d'un pays à l'autre de la zone euro. En effet, elles sont plus fortes au sein des pays émergents d'Europe et plus faibles dans les pays avancés. **L'Allemagne**, dont l'économie dépend des exportations, a profité de la reprise du commerce mondial. Selon les mêmes prévisions, elle devrait connaître une croissance de 3,3 % en 2010 pour ralentir à 2 % en 2011. La **France**, quant à elle, devrait croître de 1,6 % en 2010 et en 2011. Ce sont les pays de la périphérie qui connaissent le plus fort ralentissement avec la **Grèce** en tête, dont le PIB devrait se contracter de 4 % en 2010 et de 2,6 % en 2011.

Au **Royaume-Uni**, le redressement des stocks et la résilience des dépenses des ménages ont permis à l'économie d'enregistrer une forte croissance au second trimestre (par rapport au précédent) de cette année, s'établissant à 1,2 % selon la Commission européenne. Néanmoins, la croissance s'affaiblira dans la seconde moitié de 2010 – en partie en raison de la baisse du rythme

de redressement des stocks et de la faiblesse de la demande mondiale. Ainsi, selon le FMI, l'activité économique augmentera de 1,7 % en 2010 et de 2 % en 2011.

Enfin, le **Japon** a connu une forte croissance annualisée au premier trimestre de 2010 (de l'ordre de 4,4 % selon l'OCDE), et ce, principalement grâce à la forte hausse de ses exportations. Cette croissance a toutefois ralenti à 0,4 % au second trimestre. Le retrait des mesures de stimulation risque de maintenir la demande intérieure anémique, tandis que l'appréciation du yen (malgré l'intervention des pouvoirs publics pour le dévaluer) et l'affaiblissement de la demande mondiale devraient ralentir la croissance des exportations japonaises. Selon le FMI, l'activité croîtra de 2,8 % en 2010 pour ensuite ralentir à 1,5 % en 2011.

LES PAYS ASIATIQUES EN DÉVELOPPEMENT³ CONTINUENT À MENER LA REPRISE

Selon la Banque asiatique de développement, ce sont les plans de relance économique, la vigueur de la demande intérieure, la reprise des exportations ainsi que les effets des mesures de stimulation qui expliquent une croissance plus forte qu'anticipé au sein de la région. Celle-ci devrait s'établir à 8,2 % en 2010. Toutefois, les incertitudes liées à la croissance mondiale et à la constance de la demande intérieure ainsi que les pressions sur les taux de change conduisent l'organisation internationale à prévoir un taux de croissance de 7,3 % en 2011. La **Chine** continuera à afficher une des plus fortes croissances du globe, laquelle devrait s'établir à 9,6 % en 2010 et à 9,1 % en 2011. **L'Inde**, selon les mêmes prévisions, devrait connaître une croissance de l'ordre de 8,5 % en 2010 et de 8,7 % en 2011.

La reprise sera plus modérée en **Russie**, avec une hausse de la production prévue par le FMI de 4 % en 2010 et de 4,3 % en 2011. Cette croissance a été appuyée entre autres par le renversement du cycle de l'accumulation des stocks, des mesures de relance économique et les effets de la hausse des cours des produits de base.

L'Amérique latine et Caraïbes connaîtra une croissance solide en 2010, c'est-à-dire de l'ordre de 5,7 %, selon le FMI. Cette région a été soutenue en grande partie par la hausse de la demande de produits de base de la Chine. Le ralentissement de la croissance aux États-Unis et en Chine aurait pour effet de modérer l'activité de la région en 2011, laquelle serait de 4 %. Le **Mexique**, plus intégré à l'économie américaine, verra sa production décroître au second semestre de 2010. Selon le FMI, le PIB réel mexicain connaîtra une croissance de 5 % en 2010 pour ensuite ralentir à 3,9 % en 2011. Pour le **Brésil**, la vigueur de la consommation et des investissements privés amènera le PIB réel à augmenter de 7,5 % en 2010. Cette croissance, sous l'effet, entre autres, du retrait des mesures de relance monétaire et budgétaire, sera toutefois amenée à ralentir en 2011 et à s'établir à 4,1 %.

UNE REPRISE MENACÉE?

Si un grand nombre d'économistes doutent de la possibilité d'une seconde récession mondiale, ils soulignent néanmoins l'existence de plusieurs risques qui pourraient affaiblir cette reprise.

Les risques liés à la dette souveraine figurent parmi les principales préoccupations. En effet, les déficits publics importants que connaissent certains pays – notamment à l'intérieur de la zone euro – pourraient envoyer un signal de

³ Cette désignation fait référence à 44 pays en développement d'Asie membres de la Banque asiatique de développement, incluant le Brunei Darussalam (qui est un pays membre non classifié).

non-solvabilité aux investisseurs, ce qui se traduirait par une augmentation des coûts de financement ainsi que par une dégradation de la confiance et des notations financières de ces économies. Ces différents facteurs pourraient augmenter les incertitudes liées à la reprise.

Par ailleurs, la déflation constitue une menace pour plusieurs pays avancés dont les capacités de production sont amplement sous-utilisées. Les ménages lourdement endettés et les taux de chômage encore élevés pourraient ainsi amener les économies avancées à entamer une spirale déflationniste. Cette dernière constitue une menace pour la reprise dans la mesure où elle peut entraîner de nouveau une baisse de la production.

De plus, à la suite de la crise financière, de nombreux pays se sont lourdement endettés et le déficit budgétaire des pays avancés a atteint environ 9 % du PIB en 2009. Dans ce contexte, un assainissement budgétaire s'imposerait afin de maintenir la confiance des marchés financiers et d'éviter des risques de dérapage. Il est donc essentiel pour l'ensemble de ces pays de proposer un plan de retour à l'équilibre budgétaire crédible selon un échéancier défini, tout en veillant à ce que ce dernier n'entrave pas la reprise.

D'autres risques pourraient également nuire à la reprise, tel qu'un ralentissement plus marqué de l'économie chinoise, menacée par la surchauffe du marché immobilier et par une augmentation plus importante que prévu de l'inflation à plus long terme.

LES PERSPECTIVES CONCERNANT LE NIVEAU DES PRIX VARIENT SELON LA RÉGION

Les taux d'inflation devraient rester faibles au sein des **pays avancés**, et ce, principalement en raison des perspectives de croissance molles pour les années à venir. Le FMI prévoit un taux d'inflation de 1,4 % en 2010 et de 1,3 % en 2011. Par ailleurs, les forts taux de croissance des **pays émergents** conduisent à des perspectives d'inflation plus élevées. En 2010, celle-ci devrait avoisiner 6,2 % pour reculer à 5,2 % en 2011.

LES COURS DES PRODUITS DE BASE DEMEURERONT ÉLEVÉS

Les récentes incertitudes concernant la zone euro ont entraîné la baisse des cours des produits de base au second trimestre de 2010. Néanmoins, la vigueur de la croissance des pays émergents, grands consommateurs de produits de base, devrait maintenir la croissance des cours en 2010. Une baisse des cours est cependant à prévoir en 2011 au fur et à mesure que la croissance des pays émergents diminuera.

De même, le dynamisme des pays émergents devrait soutenir la demande de pétrole pour la fin de 2010. *L'Energy Information Administration* (EIA) prévoit que le prix du baril de **West Texas Intermediate** (WTI) augmentera d'environ 16,31 \$US par rapport à 2009 pour atteindre 77,97 \$US en 2010. En 2011, par contre, le prix du baril serait de 83 \$US.

LE COMMERCE MONDIAL EN REPRISE

Le commerce mondial, grâce à une remarquable intégration économique à travers le globe,

joue un rôle de premier plan dans la diffusion de la reprise. Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la valeur du commerce mondial des marchandises a augmenté d'environ 25 % au premier semestre de 2010 par rapport à la même période de 2009. Le FMI prévoit une hausse du **commerce mondial** de 11,4 % en 2010 et de 7 % en 2011. Bien entendu, ce sont les pays émergents qui enregistreront la plus forte croissance des échanges, avec une augmentation des exportations de 11,9 % prévue en 2010 contre seulement 11 % pour les pays avancés.

La montée du **taux de chômage** est un phénomène inquiétant, notamment pour les pays avancés, dont la croissance de la production demeurera faible pour encore quelques années. Selon le FMI, le taux de chômage anticipé pour les pays avancés est de 8,3 % en 2010 et de 8,2 % en 2011. Cette hausse constitue en soi une menace à la reprise dans la mesure où elle se traduit dans quelques endroits par la baisse du revenu disponible et, en conséquence, par l'appauvrissement des ménages.

En somme, les performances économiques sont très disparates d'une région à l'autre. Les **pays émergents d'Asie** sont à l'évidence ceux qui connaissent les meilleures performances économiques et qui demeurent relativement moins susceptibles de replonger en récession. Ainsi, les entreprises montréalaises devraient chercher à se positionner sur ces marchés et saisir les occasions d'affaires qui s'offrent à elles afin de prendre de l'avance par rapport aux autres entreprises.

LES ÉTATS-UNIS :

UNE ÉCONOMIE VULNÉRABLE

L'économie américaine a renoué avec la croissance au troisième trimestre de 2009. En effet, les vastes plans de relance économique et monétaire, combinés à l'effet de l'accumulation des stocks, ont permis à l'économie américaine d'enregistrer un taux de croissance plus élevé que prévu au quatrième trimestre de 2009 (5 %). Toutefois, selon le *Bureau of Economic Analysis* (BEA), la cadence de la croissance a ralenti au premier et au deuxième trimestre de 2010 (respectivement 3,7 % et 1,7 %). Cette décélération au second trimestre est surtout attribuable à une croissance plus marquée des importations et à un effet d'accumulation des stocks moins important comparativement aux trimestres précédents. De plus, la baisse de l'indicateur composite avancé de l'OCDE au mois d'août¹ dernier (-0,1 point) – qui indique que l'économie américaine a possiblement atteint un pic – laisse présager un ralentissement de l'activité encore dans les mois à venir.

Au moment d'écrire ces lignes, le FMI s'attend à ce que le **PIB réel** américain croisse de 2,6 % en 2010 et de seulement 2,3 % en 2011.

UNE DOUBLE RÉCESSION?

Même si un grand nombre d'économistes ne prévoient pas de double récession aux États-Unis, ils estiment que l'économie américaine demeure vulnérable, en particulier si l'on considère plusieurs éléments, dont les suivants :

- **Un marché de l'emploi problématique**

Le taux de chômage – qui s'est établi à 9,6 % au mois de septembre – demeure élevé. Plus encore, les données du *Bureau of Labor Statistics* du mois de septembre dernier révèlent qu'environ 41,7 % des personnes sans emploi aux États-Unis (soit 14,6 millions) le sont depuis 27 semaines et plus. Ce bilan médiocre de l'emploi menace d'affaiblir la reprise dans la mesure où il affecte à la baisse le revenu des ménages et leur consommation. Selon les prévisions du FMI, le **taux de chômage** augmentera à 9,7 % en 2010 avant de légèrement diminuer à 9,6 % en 2011.

- **Une consommation privée toujours faible**

Malgré une hausse du revenu personnel disponible réel au second trimestre de 2010 (4,4 %) comparativement au précédent (1,3 %), les dépenses de consommation n'augmentent que légèrement. En effet, selon le BEA, elles ont augmenté de 2,2 % au second trimestre de cette année contre une hausse de 1,9 % au premier. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les ménages tentent d'assainir leurs finances et adoptent une attitude prudente face aux incertitudes liées à la reprise et au marché de l'emploi. Les statistiques relatives au taux d'épargne (par rapport au revenu disponible) étayent cette affirmation. Celui-ci a en effet augmenté de 0,4 % au deuxième trimestre par rapport au précédent pour s'établir à 5,9 % du revenu disponible.

- **Un marché du logement encore fragile**

La hausse mensuelle de 1,8 % des permis de bâtir au mois d'août ne nous permet pas encore d'être optimistes par rapport au secteur de la construction puisque ces derniers demeurent inférieurs de 6,7 % à leur niveau d'août 2009. Ainsi, malgré la récente hausse des mises en chantier au mois d'août (10,5 %), on prévoit que l'activité du marché du logement demeurera faible encore cette année et en 2011. Selon les prévisions du Groupe financier Banque TD, les mises en chantier augmenteront de 0,58 % en 2010 et de 0,62 % en 2011.

QUELQUES SIGNES ENCOURAGEANTS

Cela dit, le portrait de l'économie américaine n'est pas si obscur : malgré les nombreuses faiblesses, on note une amélioration de plusieurs indicateurs. Les **ventes au détail** ont augmenté au mois d'août (0,4 %) comparativement au mois précédent. Si cette tendance se maintient, la consommation serait amenée à augmenter davantage au troisième trimestre. De plus, selon le BEA, les **investissements en équipements et logiciels** ont également augmenté durant le deuxième trimestre de 24,8 %, ce qui pourrait présager une hausse du dynamisme de l'activité des entreprises.

Par ailleurs, l'augmentation des prix des produits de base a entraîné une hausse de **l'inflation**, qui s'est établie à 2,4 % au premier trimestre et à 1,8 % au second. L'excédent des capacités de

¹ Selon le communiqué de presse de l'OCDE diffusé le 11 octobre 2010

production de l'économie américaine, conjugué à la force du billet vert et à des perspectives d'emploi médiocres, a conduit le FMI à anticiper des **taux d'inflation** relativement bas pour les années à venir, soit de 1,4 % en 2010 et de 1 % en 2011.

En définitive, la reprise américaine demeure fragile et le secteur privé montre encore des signes de faiblesse. C'est d'ailleurs ce qui a poussé la Réserve fédérale à maintenir sa politique monétaire accommodante jusqu'à ce que la croissance se raffermisse. Ainsi, un ralentissement de la croissance du PIB réel semble être le scénario le plus probable pour la prochaine année, et ce, à

mesure que les programmes de stimulation prendront fin. Pour le Québec, cela pourrait signifier que la demande de produits et services québécois restera atone – puisque plus de 70 % des exportations québécoises sont destinées aux États-Unis –, et ce, d'autant plus que le dollar canadien demeurera fort. Les entreprises montréalaises devront ainsi augmenter leur productivité et diversifier leurs marchés afin de maintenir leur compétitivité à l'international et de renforcer leur chiffre d'affaires.

4	2	1	6	5	3	7	4	9	1	3	6
5	7	8	4	3	6	2	7	2	4	2	5
6	4	2	3	1	4	5	1	1	5	1	2
7	1	6	6	0	7	9	2	6	6	4	9
1	3	5	7	9	0	8	6	4	2	0	1
8	6	4	2	0	1	1	3	5	7	9	0
3	6	9	7	4	2	0	9	4	2	7	8
0	9	7	5	2	1	6	3	7	9	0	8
2	5	4	1	8	5	3	0	5	3	6	4
9	6	3	2	7	8	4	8	3	2	9	7
0	8	3	2	6	5	3	8	9	0	6	3
4	2	1	6	5	3	7	4	9	1	3	6
5	7	8	4	3	6	2	7	2	4	2	5
6	4	2	3	1	4	5	1	1	5	1	2
7	1	6	6	0	7	9	2	6	6	4	9
0	9	7	5	2	1	6	3	7	9	0	8
2	5	4	1	8	5	3	0	5	3	6	4
1	3	5	7	9	0	8	6	4	2	0	1
8	6	4	2	0	1	1	3	5	7	9	0
3	6	9	7	4	2	0	9	4	2	7	8
4	2	1	6	5	3	7	4	9	1	3	6



LE CANADA :

MIEUX POSITIONNÉ POUR RÉUSSIR LA REPRISE ?

Le Canada – dont le PIB réel s'est contracté de 2,5 % en 2009 – a connu non seulement une baisse de production moins accentuée que celle des autres pays du G7, mais aussi une reprise plus vigoureuse que ces derniers. C'est en grande partie grâce à la solidité de son système financier et bancaire que le pays a pu retrouver son niveau de production et d'emploi d'avant la crise. En effet, après avoir renoué avec la croissance au troisième trimestre de 2009, l'économie canadienne a crû à un rythme particulièrement rapide au quatrième trimestre de la même année et au premier trimestre de 2010, avec des taux de croissance trimestriels annualisés de 4,9 % et 5,8 % respectivement. Cette performance est principalement due à une hausse de la consommation, aux dépenses publiques issues des programmes de stimulation et à l'investissement résidentiel. C'est d'ailleurs la performance exceptionnelle du pays au début de l'année qui a incité la Banque du Canada à relever son taux directeur en juin (0,25 %), juillet (0,25 %) et septembre (0,25 %) pour atteindre 1 %.

Néanmoins, les risques liés à la dette souveraine de certains pays de la zone euro ainsi que l'affaiblissement de la croissance américaine ont contribué au ralentissement de la cadence de la croissance au deuxième trimestre de 2010 qui, selon Statistique Canada, s'est établie à 2 % (en rythme annualisé). Ces perspectives incertaines ont amené le Conference Board du Canada (CBOC) à prévoir un taux de croissance réel de la production canadienne de 3,6 % en 2010 et de seulement 2,9 % en 2011. Quant à la Banque du

Canada, elle table sur un **taux de croissance de 3 % en 2010 et de 2,3 % en 2011.**

UN MARCHÉ DE L'EMPLOI ROBUSTE

Le marché de l'emploi canadien surprend par sa vigueur. Depuis janvier 2010, l'économie canadienne ne cesse de créer des emplois à un rythme qui lui a même permis d'atteindre son niveau d'emploi d'avant la récession. Ainsi, si l'on se fie aux prévisions du CBOC, même si le **taux de chômage** demeure supérieur à son niveau d'avant la récession, il baissera à environ 8 % en 2010 et à 7,4 % en 2011.

Toutefois, le fait que le nombre d'heures travaillées demeure bien inférieur à son niveau d'avant la crise nuance quelque peu notre enthousiasme concernant le marché de l'emploi canadien.

LES DÉPENSES DE CONSOMMATION SERONT AMENÉES À RALENTIR

La forte hausse des dépenses de consommation au premier trimestre – encouragées par les taux d'intérêt bas ainsi que la reprise de l'emploi local et de l'économie américaine – a joué un rôle majeur dans la croissance du PIB réel en début d'année. En effet, selon Statistique Canada, les dépenses de consommation ont crû davantage que le revenu personnel disponible des ménages au premier trimestre. Cependant, sous l'effet, entre autres, de la hausse des taux d'intérêt et du ralentissement mondial, la consommation intérieure sera amenée à ralentir (comme en témoigne la baisse des dépenses de consommation au deuxième

trimestre de 2010) pour ensuite rejoindre le rythme de croissance des revenus. Ainsi, si l'on s'en tient aux prévisions du CBOC, les **dépenses de consommation** augmenteront de 3,5 % en 2010 et de 2,6 % en 2011.

LE SECTEUR DU LOGEMENT S'AFFAIBLIRA ÉGALEMENT

Les programmes de stimulation économique, renforcés par la reprise de l'économie mondiale et du marché de l'emploi canadien, ont permis aux investissements résidentiels de connaître une reprise dès la seconde moitié de 2009. Le rythme de croissance de ces investissements a été particulièrement vif à la fin de 2009 et au début de 2010 en raison des anticipations de hausse des taux d'intérêt ainsi que de l'achèvement du crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire à la fin de janvier 2010, qui ont incité les ménages à devancer leurs investissements. Naturellement, ces derniers vont s'affaiblir dès le deuxième semestre de cette année. Malgré tout, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)¹, les **mises en chantier** vont tout de même croître d'environ 24 % en 2010 pour s'établir à 184 900 et reculer légèrement en 2011 à 176 900.

¹ Selon les « Perspectives du marché de l'habitation – Canada », du troisième trimestre de 2010

ET LE COMMERCE INTERNATIONAL?

Le **dollar canadien** demeurera fort par rapport au billet vert en partie grâce à l'augmentation des cours des produits de base² et des taux d'intérêt au Canada. Au moment d'écrire ces lignes, la Financière Banque Nationale prévoit que le huard s'échangera à environ 96 cents américains en 2010 et qu'il atteindra la quasi-parité en 2011. Bien entendu, ceci n'est pas sans avoir des répercussions sur le commerce international du pays. Ainsi, selon les mêmes prévisions, les **exportations canadiennes** augmenteront de 7,1 % en 2010 et de 5,6 % en 2011. Les **importations**, quant à elles, augmenteront de 13,6 % en 2010 et de 6,7 % en 2011.

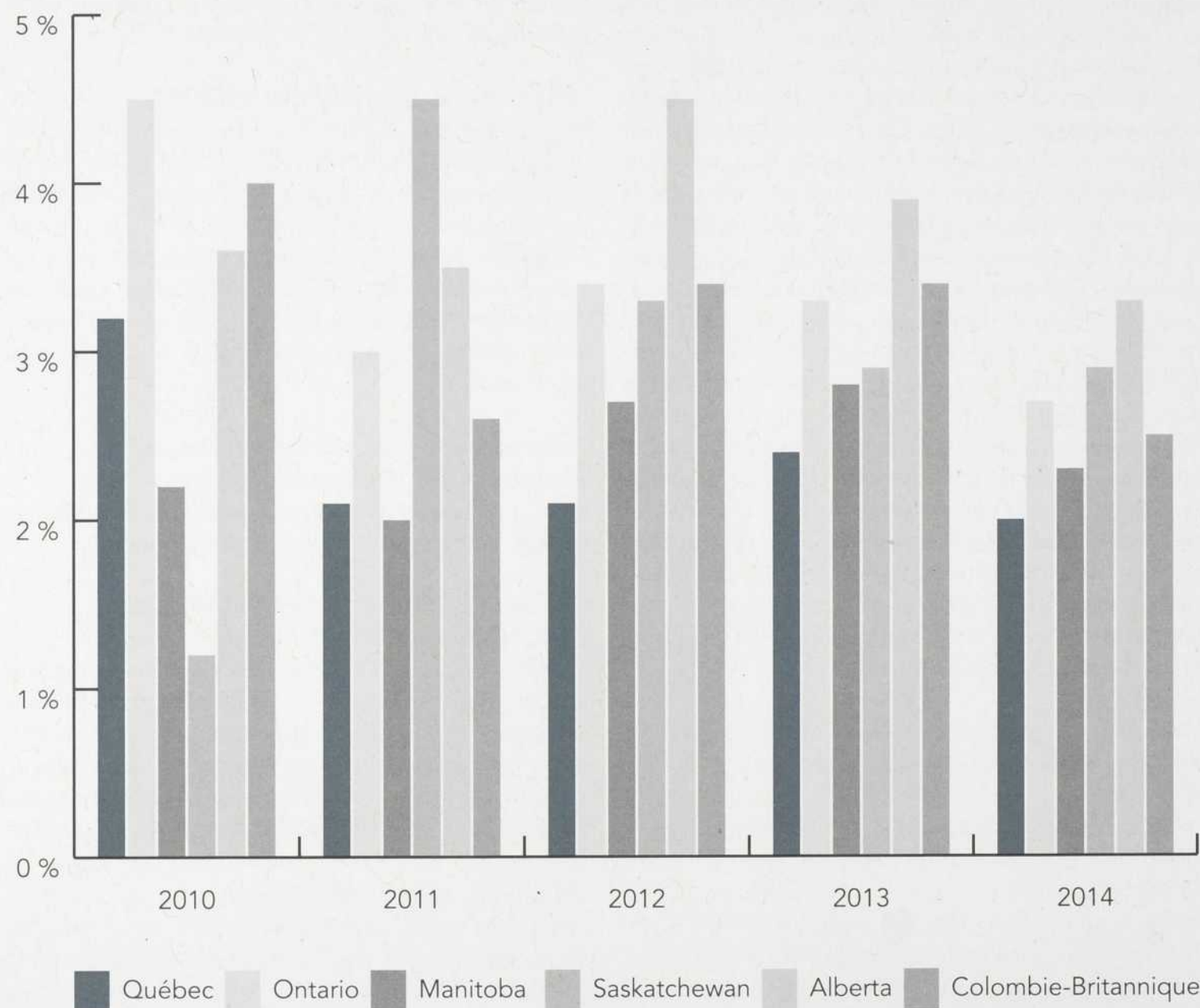
En ce qui a trait à la variation de l'indice des prix, la Banque du Canada prévoit un **taux d'inflation** de 1,7 %³ en moyenne en 2010 et d'environ 2 % en 2011.

En somme, malgré l'affaiblissement de la croissance de son PIB réel, le Canada semble être bien positionné pour la reprise. La vigueur du marché du travail en est le parfait exemple. Les entreprises devront ainsi tirer profit de cet avantage, doublé d'un huard fort, afin de continuer à investir dans les équipements et machineries et d'accroître la productivité à l'échelle nationale.

² Selon les données de l'indice des prix des produits de base de la Banque du Canada, ces derniers ont une tendance haussière depuis février 2009. Ainsi, malgré les récentes baisses mensuelles (juin, juillet et août 2010), l'indice demeure plus élevé que durant la récession.

³ Moyenne faite des prévisions trimestrielles du taux de variation annuel de l'IPC global publiées par la Banque du Canada dans le « Rapport sur la politique monétaire » d'octobre 2010.

PERSPECTIVES DE CROISSANCE DU PIB RÉEL PROVINCIAL



Source : d'après les données du Conference Board du Canada

AU QUÉBEC :

UNE CRISE MODESTE ET UNE REPRISE PLUS VIGOUREUSE QUE PRÉVU

L'économie québécoise semble avoir traversé la présente crise sans trop de peine. En effet, selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le PIB réel québécois a reculé de 1 %, ce qui est bien inférieur à la contraction de 3,1 % enregistrée par l'Ontario et de 2,5 % par l'ensemble du Canada. Encouragé par une forte augmentation de la consommation, le rythme de la reprise a été plus vigoureux que prévu avec une croissance annualisée de 5,5 % au quatrième trimestre de 2009 et de 3,2 % au premier trimestre de cette année.

Néanmoins, à l'image des autres économies à travers le monde, la croissance du Québec commence à s'affaiblir, comme en témoigne d'ailleurs le taux de croissance annualisé de 2 % enregistré au deuxième trimestre de cette année. Ainsi, selon les prévisions de Desjardins¹, la province connaîtra une **croissance du PIB réel** de 2,7 % en 2010 et de 2,3 % en 2011. Ce sont principalement l'affaiblissement de l'activité mondiale et la majoration des taxes qui ralentiront la croissance québécoise en 2011.

UNE REPRISE MENÉE PAR LE SECTEUR DES BIENS?

Il va sans dire que les performances de l'économie québécoise sont disparates d'un secteur à l'autre. C'est l'industrie des biens qui semble mener la croissance du PIB au quatrième trimestre de 2009 et au premier de 2010, et ce, après plusieurs trimestres de décroissance. Si l'on se fie aux données produites par le Conference Board du Canada

(CBOC), ce secteur a connu une croissance de 3,3 % au premier trimestre de cette année (par rapport au précédent) alors que l'industrie des services a crû de seulement 1,6 % à la même période. Toutefois, le recul de l'industrie manufacturière de 0,5 % au deuxième trimestre ralentira la croissance du secteur des biens, qui s'est établi à 0,4 % seulement à cette période.

COMME PARTOUT AILLEURS, LE MARCHÉ DE L'HABITATION COMMENCE À RALENTIR

L'amélioration des conditions économiques mondiales, les programmes de stimulation gouvernementaux ainsi que la faiblesse des taux d'intérêt hypothécaires ont permis la remontée de l'activité immobilière au Québec au premier trimestre de 2010. À l'inverse, la hausse anticipée des taux d'intérêt, le ralentissement de la croissance mondiale ainsi que la fin des programmes de stimulation auront contribué à l'affaiblissement de ce secteur à partir du second trimestre de cette année. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)², le rythme de la croissance des mises en chantier diminuera de 4,6 % au deuxième trimestre pour s'établir à 54 900 unités, et ce, après avoir connu un bond de 12,2 % au premier trimestre par rapport au précédent. Selon les mêmes prévisions, les **mises en chantier** augmenteront significativement par rapport à 2009, pour s'établir à 49 425 unités en 2010 avant de connaître un ralentissement à 42 600 en 2011. Enfin, la construction non résidentielle

soutenue par les grands projets en infrastructures continuera de croître en 2010 et en 2011.

Le secteur des services a connu une reprise plus faible certes, mais il reste qu'il a moins fluctué que celui des biens et mieux résisté à la récession. La reprise de l'économie mondiale et la vigueur du marché du travail de la province ont favorisé la croissance des ventes au détail. Malgré les signes de ralentissement des **ventes au détail** au second trimestre, le CBOC projette que ces dernières, après s'être repliées de 1,1 % en 2009, connaîtront une croissance de 6,8 % en 2010 et de 3,4 % en 2011.

UNE PERFORMANCE REMARQUABLE EN MATIÈRE D'EMPLOI

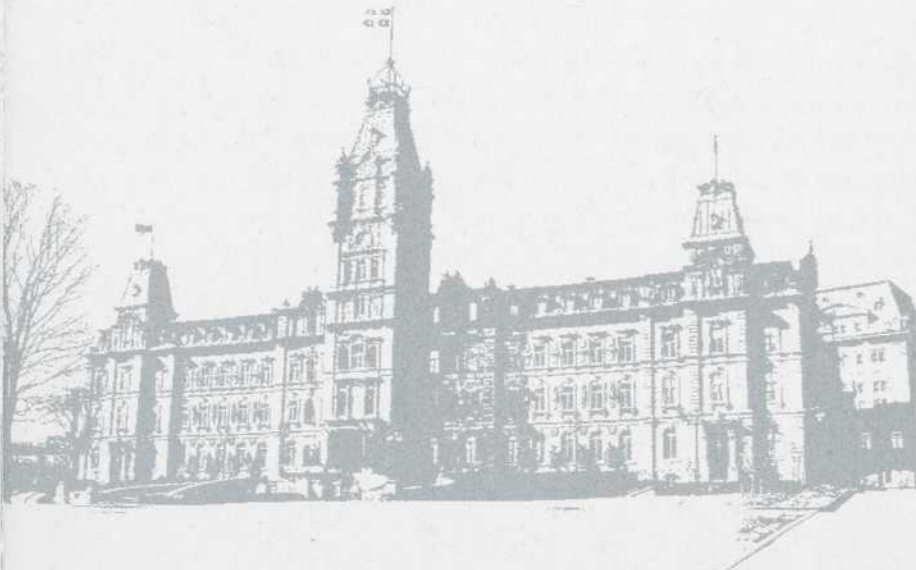
C'est au chapitre de la création d'emplois que la performance du Québec se fait le plus remarquer. Non seulement les emplois québécois perdus durant la récession ont été récupérés, mais il s'en est également créé de nouveaux. Dans le même ordre d'idées, le taux de chômage n'a cessé de diminuer pour s'établir, selon l'ISQ, à 7,9 % au deuxième trimestre de cette année. Il est important de souligner que le Québec, contrairement à la tendance passée, affiche des taux de chômage trimestriels inférieurs à ceux de l'Ontario, et ce, depuis le début de 2009. Au moment d'écrire ces lignes, Recherche économique RBC prévoit que le **taux de chômage** de la province baissera à 7,9 % en 2010 et à 7,6 % en 2011. De même, le nombre d'emplois augmentera de 2 % en 2010 et en 2011.

¹ Les prévisions économiques et financières de l'automne 2010

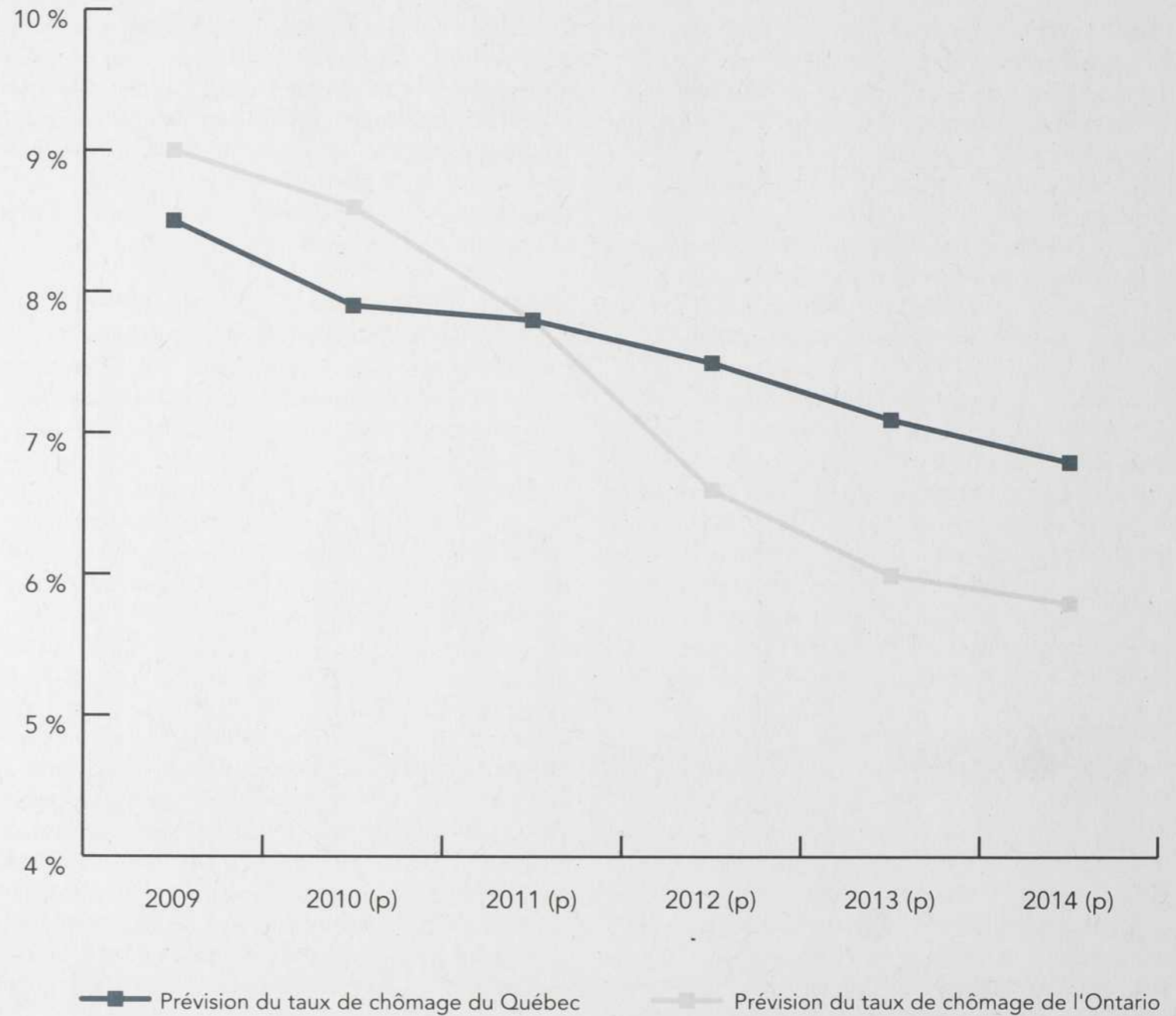
² Selon les « Perspectives du marché de l'habitation Canada », du troisième trimestre de 2010

DES PERSPECTIVES PLUS MITIGÉES EN MATIÈRE D'EXPORTATIONS

Sur une note moins positive, depuis plusieurs mois, les exportations québécoises évoluent en dents de scie. L'appréciation du huard, combinée à une reprise mondiale qui s'affaiblit – particulièrement aux États-Unis –, a inévitablement nui aux exportations internationales du Québec. En effet, selon l'ISQ, la valeur cumulée des exportations internationales pour les deux premiers trimestres de 2010 a diminué de 1,4 % comparativement à la même période l'année dernière. Compte tenu des perspectives de croissance timides aux États-Unis et d'un huard fort, les **exportations** de la province n'évolueront que faiblement en 2010 et en 2011. Selon Études économiques Desjardins, ces dernières vont croître de 0,3 % en 2010, contre une croissance anticipée des **importations** de 5,2 %. En 2011, par contre, les exportations connaîtront une augmentation de 2,9 % contre 3,1 % pour les importations.



PRÉVISIONS DES TAUX DE CHÔMAGE DU QUÉBEC ET DE L'ONTARIO



Source : d'après les données du Conference Board du Canada

1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0
3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8
P L E I N S 9 7 4 2 0 9
F E U X 5 3 0 5 3 6 4 7
S U R 4 2 0 1 1 3 5 7 9
M O N T R É A L 1 3 5 6
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8
2 5 4 1 8 5 3 0 5 3 6 4
9 6 3 2 7 8 4 8 3 2 9 7
0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5
6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2
7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9
1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0
3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8
2 5 4 1 8 5 3 0 5 3 6 4
9 6 3 2 7 8 4 8 3 2 9 7
0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5
6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8
2 5 4 1 8 5 3 0 5 3 6 4
9 6 3 2 7 8 4 8 3 2 9 7

À MONTRÉAL : L'ÉCONOMIE DEMEURE RÉSILIENTE

La région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal semble avoir mieux résisté à la récente récession que d'autres métropoles nord-américaines. En effet, selon le Conference Board du Canada (CBOC)¹, le PIB réel de la région s'est contracté de seulement 0,9 % en 2009, alors qu'il s'est replié de 2,3 % à Toronto, de 1 % au Québec et de 2,5 % dans l'ensemble du Canada. C'est au sein des industries productrices de biens – plus particulièrement du secteur manufacturier, qui a souffert de l'appréciation du dollar canadien et de la baisse de la demande mondiale – que la production a le plus fléchi durant la récession.

Après avoir noué avec la reprise au quatrième trimestre de 2009, l'économie métropolitaine a connu une croissance vigoureuse au premier trimestre de 2010, de l'ordre de 2,1 %, par rapport au trimestre précédent. Cette performance a été soutenue par les plans de relance économique et la forte reprise de l'économie mondiale – notamment de l'économie américaine – au début de l'année. Néanmoins, à l'instar de plusieurs autres économies avancées, la croissance de la production sera amenée à ralentir dès le deuxième trimestre de cette année, reflétant ainsi le ralentissement de la demande mondiale et le retrait graduel des mesures de stimulation. Selon le CBOC, le PIB réel a crû de seulement 0,6 % au deuxième trimestre de cette année. Malgré l'affaiblissement de la

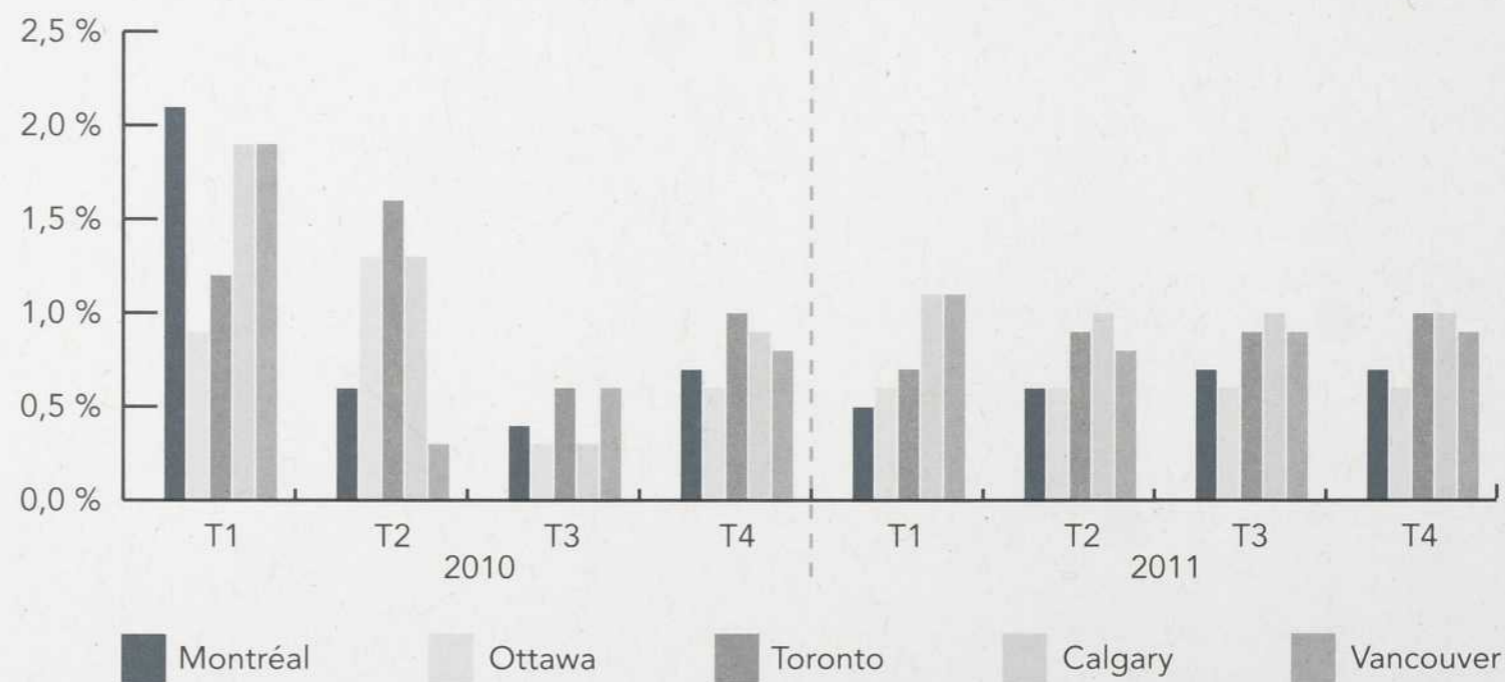
croissance, le CBOC prévoit que le PIB réel de la RMR de Montréal croîtra de 3,2 % en 2010 et de 2,3 % en 2011.

LE REDRESSEMENT DES INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS SOUTIENT LA REPRISE

La reprise a été plus forte au sein des industries productrices de biens. Après avoir fortement décliné durant la récession, ces industries ont bondi de 2,3 % au quatrième trimestre de 2009 et de 3,3 % au premier trimestre de 2010 par rapport aux trimestres précédents. Ce sont le secteur

manufacturier et celui de la construction qui contribuent le plus à cette hausse. En effet, le secteur manufacturier a profité de la reprise de la demande américaine pour accroître sa production de 3 % au quatrième trimestre de 2009 et de 3,6 % au premier trimestre de 2010. De plus, la reprise attendue de l'aérospatiale – qui réagit généralement avec un décalage d'environ 12 mois par rapport au cycle économique – contribuera à la croissance du secteur manufacturier qui, selon le CBOC, sera de 5,2 % en 2010 et de 3,8 % en 2011.

PERSPECTIVES DE CROISSANCE DU PIB RÉEL DES PRINCIPALES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES



¹ Selon le document du Conference Board du Canada intitulé : « Metropolitan Outlook 1: Economic Insights into 27 Canadian Metropolitan Economies », publié à l'automne 2010.

Source : d'après les données du Conference Board du Canada

LA PERFORMANCE DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION DEVRAIT RALENTIR EN 2011

Le **secteur de la construction** – soutenu entre autres par la reprise économique, des taux hypothécaires bas et les programmes d'infrastructure publique – a enregistré une croissance vigoureuse au premier trimestre de 2010 (par rapport au précédent) de l'ordre de 4,5 %. Inversement, l'affaiblissement de la croissance mondiale, combiné à la hausse des taux d'intérêt, ralentira la cadence de la croissance de la construction résidentielle à partir du second trimestre de cette année. Malgré tout, la Société canadienne d'hypothèques et de logement prévoit que les mises en chantier augmenteront d'environ 13 % par rapport à leur niveau de 2009, s'établissant à 21 800 unités en 2010, pour ralentir par la suite à environ 19 700 en 2011. La construction non résidentielle soutenue par les grands projets en infrastructures continuera de croître jusqu'en 2012. Ainsi, le CBOC estime que la production du secteur de la construction augmentera globalement de 6 % en 2010. Le retrait, entre autres, des mesures de stimulation ralentira la croissance de ce secteur à 1,9 % seulement en 2011.

LES SERVICES, UNE INDUSTRIE RÉSILIENTE?

L'**industrie des services**, qui est demeurée relativement résiliente durant la crise économique, a progressé de 1,7 % au premier trimestre de cette année. Le regain de confiance des entreprises et des consommateurs, combiné à un marché de l'emploi vigoureux, a entraîné une hausse des **ventes de gros et de détail** de 3,9 % au premier trimestre de cette année. Malgré le ralentissement de ces ventes prévu à la suite de la dégradation de l'économie mondiale (comme en témoigne la faible croissance de 0,3 % au deuxième trimestre), le CBOC anticipe que ces

dernières augmenteront de 5,9 % en 2010 pour ralentir à 1,7 % en 2011.

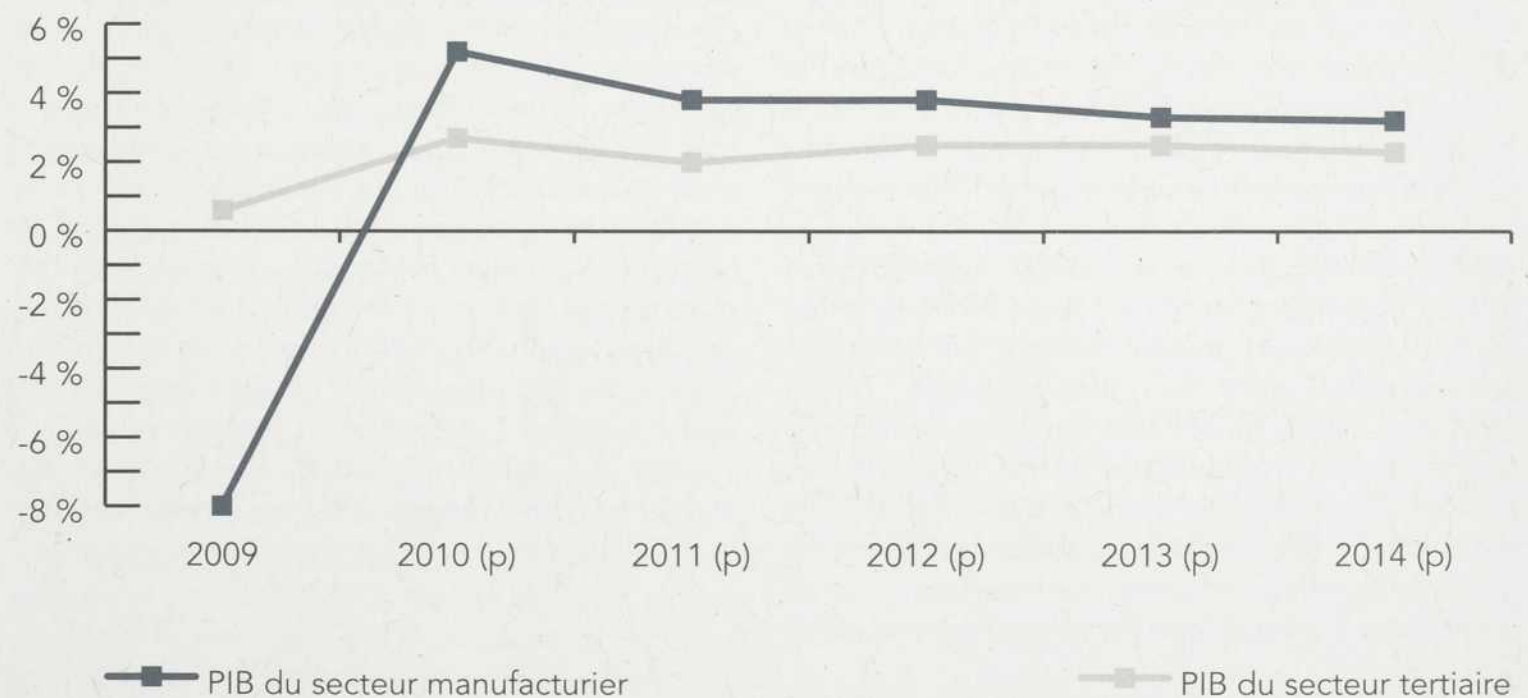
Étant donné que la reprise demeurera modeste en 2010 et que l'économie ne roulera pas à son plein potentiel, le **taux d'inflation** se situera à 1,5 % cette année et augmentera à 3,2 % en 2011.

UNE RMR QUI PERFORME MIEUX EN MATIÈRE D'EMPLOI

Enfin, la performance du **marché de l'emploi de Montréal** étonne par sa vigueur. Durant la récession, le taux de chômage a moins augmenté à Montréal que dans les autres grandes métropoles nord-américaines. Il a ainsi connu une hausse de 1,7 point de pourcentage en 2009 à Montréal (pour atteindre 9,2 %) comparativement

à une augmentation de 2,6 % à la même période à Toronto (pour s'établir à 9,5 %). Plus encore, le taux de chômage montréalais (8,5 % au second trimestre de 2010) est maintenant inférieur à celui de Toronto (9,4 % à la même période) – une première depuis au moins 22 ans – et également à celui des États-Unis (9,6 % au deuxième trimestre de cette année). Toujours selon les prévisions du CBOC, le niveau d'emploi a augmenté d'environ 1,6 % au second trimestre de cette année. Alors que la création d'emplois représente actuellement un défi majeur pour bon nombre d'économies avancées, Montréal semble avoir récupéré tous les emplois perdus durant la crise. Selon le CBOC, le **taux de chômage** de la RMR diminuera pour s'établir à 8,4 % en 2010 et à 8 % en 2011.

PERSPECTIVES DE CROISSANCE RÉELLE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE ET DES SERVICES DE MONTRÉAL



Source : d'après les données du Conference Board du Canada

DANS L'ŒIL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

EN 2011, L'ÉCONOMIE MONTRÉLAISE SERA MARQUÉE PAR...



CRAIG ALEXANDER

Premier vice-président et économiste en chef
Groupe Financier Banque TD

En 2011, l'économie montréalaise devrait connaître une croissance modérée. Les gains en matière d'emploi devraient ramener, d'ici la fin de l'année, le taux de chômage à son niveau d'avant la récession, soit 7,5 %. Les industries de haute technologie – qui sont surtout concentrées à Montréal – telles que l'aérospatiale, l'industrie pharmaceutique, la biotechnologie, l'environnement, de même que les technologies de l'information et de la communication sont prêtes pour une période de vigueur ou de croissance soutenue qui correspond à la reprise de l'économie mondiale. Cette reprise devrait également fournir un élan à l'industrie des services financiers et encourager les échanges commerciaux dans la ville portuaire qu'est Montréal. Alors qu'elle est toujours confrontée à une reprise économique plutôt lente de ses principaux partenaires commerciaux, l'économie montréalaise est en bonne position pour connaître une croissance raisonnable, dont la vitesse devrait augmenter à mesure que l'on progresse vers 2012.



FRANÇOIS DUPUIS

Vice-président et économiste en chef
Mouvement des caisses Desjardins

Montréal est actuellement en chantier pour bâtir un avenir plus prospère. Les défis, tant sur le plan économique que sur le plan social, sont nombreux, et un coup de barre doit être donné pour mieux positionner l'agglomération sur l'échiquier mondial. Le renouvellement des infrastructures, la mise en place d'un véritable plan de transport en commun et les nombreux projets de centres hospitaliers offrent une occasion pour les décideurs publics de démontrer un leadership d'efficacité. Au-delà de la conjoncture, c'est la capacité de Montréal à rassembler tous les agents économiques autour de projets porteurs qui sera déterminante pour son avenir. Pour rester dynamique et attrayante, Montréal devra appuyer son progrès sur l'éducation, l'innovation et l'entrepreneuriat. À l'image du Québec, Montréal est à la croisée des chemins et doit faire les choix qui s'imposent pour que 2011 ouvre la voie à une prospérité durable.



ROBERT HOGUE

Économiste principal
Banque Royale du Canada

Le plus grand défi que devront relever les économies canadienne, québécoise et montréalaise en 2011 sera de maintenir le cap de la croissance une fois les politiques de stimulation économique retirées. La reprise qui a débuté au milieu de 2009 a fortement bénéficié des taux d'intérêt exceptionnellement bas et des mesures de relance mises de l'avant par les divers paliers de gouvernement. Or, ces politiques tirent à leur fin. La Banque du Canada a déjà lancé le processus de «renormalisation» de son taux et les coûts d'emprunt continueront de monter au cours de 2011. De son côté, la pièce maîtresse des mesures de relance – le Plan d'action du fédéral – se terminera au mois de mars.

L'année 2011 sera donc une période de transition pour l'économie montréalaise durant laquelle les secteurs gonflés par les mesures de relance – notamment la construction domiciliaire et l'investissement dans les infrastructures publiques – dérouteront et le secteur des entreprises gagnera du terrain.



CARLOS LEITAO

Économiste en chef
Valeurs mobilières Banque Laurentienne

L'économie montréalaise amorce une période de transition sous des conditions externes encore difficiles. En ce qui concerne la demande intérieure, force est de constater que les ménages ont bien répondu en 2009 et 2010 à l'appel des politiques expansionnistes, ranimant ainsi rapidement l'activité économique. Les taux d'intérêt extrêmement bas ont incité les Montréalais à utiliser davantage le crédit que le revenu pour financer les dépenses, contribuant à la hausse marquée de la dette en proportion du revenu disponible. Il n'est donc pas surprenant que le crédit à la consommation en proportion des dépenses de consommation se soit accru durant la récession, ce qui n'est pas habituel.

À l'avenir, nous sommes d'avis que la contribution des ménages à la reprise est appelée à diminuer étant donné que l'endettement est élevé, que les taux d'intérêt ne seront plus extrêmement bas et que la valeur des actifs n'augmentera pas aussi rapidement que par le passé. En particulier, nous prévoyons un repli de l'activité dans le marché de l'habitation et une modération importante de la croissance des dépenses de consommation en 2011.



DOUG PORTER

Économiste en chef délégué
BMO Marchés des capitaux

En 2011, l'économie montréalaise continuera à se rétablir après avoir relativement bien traversé la récession, grâce à une base industrielle diversifiée et à des mesures de stimulation. Le programme d'infrastructure du Québec (42 milliards de dollars sur 5 ans) a contribué à créer 21 000 emplois dans la construction l'an dernier, alors que les taux d'intérêt à des minimums records ont favorisé le redressement rapide du marché de l'habitation.

Cependant, la croissance ralentira l'an prochain. Les stimulants seront remplacés par des mesures de réduction du déficit. La première des deux hausses de 1 % de la TVQ entrera en vigueur en janvier. Entre-temps, le marché de l'habitation faiblira et la vigueur du dollar canadien ralentira le secteur manufacturier. Ce secteur a perdu 70 000 emplois à Montréal en dix ans, mais il s'en est créé plus de 300 000 dans les services. Les secteurs de la santé et des services professionnels étaient les meneurs à ce chapitre et cette tendance devrait continuer à soutenir une croissance modeste.

LA CONFIANCE DES MEMBRES DE LA CHAMBRE

EN TRÈS LÉGÈRE BAISSSE AU TROISIÈME TRIMESTRE

Sans grande surprise, l'indice de confiance des membres de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a connu une très légère baisse de 0,02 point au troisième trimestre par rapport au précédent pour s'établir à 5,93.

Cette légère baisse est sûrement le reflet de la dégradation des perspectives mondiales et des incertitudes quant à la durabilité de la reprise. En effet, si on analyse de plus près les résultats du sondage, on s'aperçoit que la diminution de l'indice est surtout attribuable à un léger fléchissement de la confiance des membres à l'égard de l'évolution prochaine de l'économie montréalaise et des perspectives d'embauche au sein de leur entreprise. Les récentes données économiques qui témoignent d'un affaiblissement de la croissance du PIB réel du Québec et de sa métropole, conjuguées au ralentissement de la performance du marché de l'emploi montréalais, viennent justifier ces résultats.

Les entrepreneurs montréalais se montrent néanmoins relativement plus confiants à l'égard de l'évolution prochaine de leur propre entreprise ainsi que de leurs attentes concernant la croissance de leurs revenus. En effet, la confiance des membres envers leur entreprise demeure robuste depuis le deuxième trimestre de 2009 (période durant laquelle leur confiance était à son plus bas). Les entrepreneurs montréalais ont donc su garder leur optimisme face à leur entreprise, et ce, même au plus fort de la crise et malgré le ralentissement de la reprise. Cela pourrait-il expliquer la résilience de l'économie et du marché

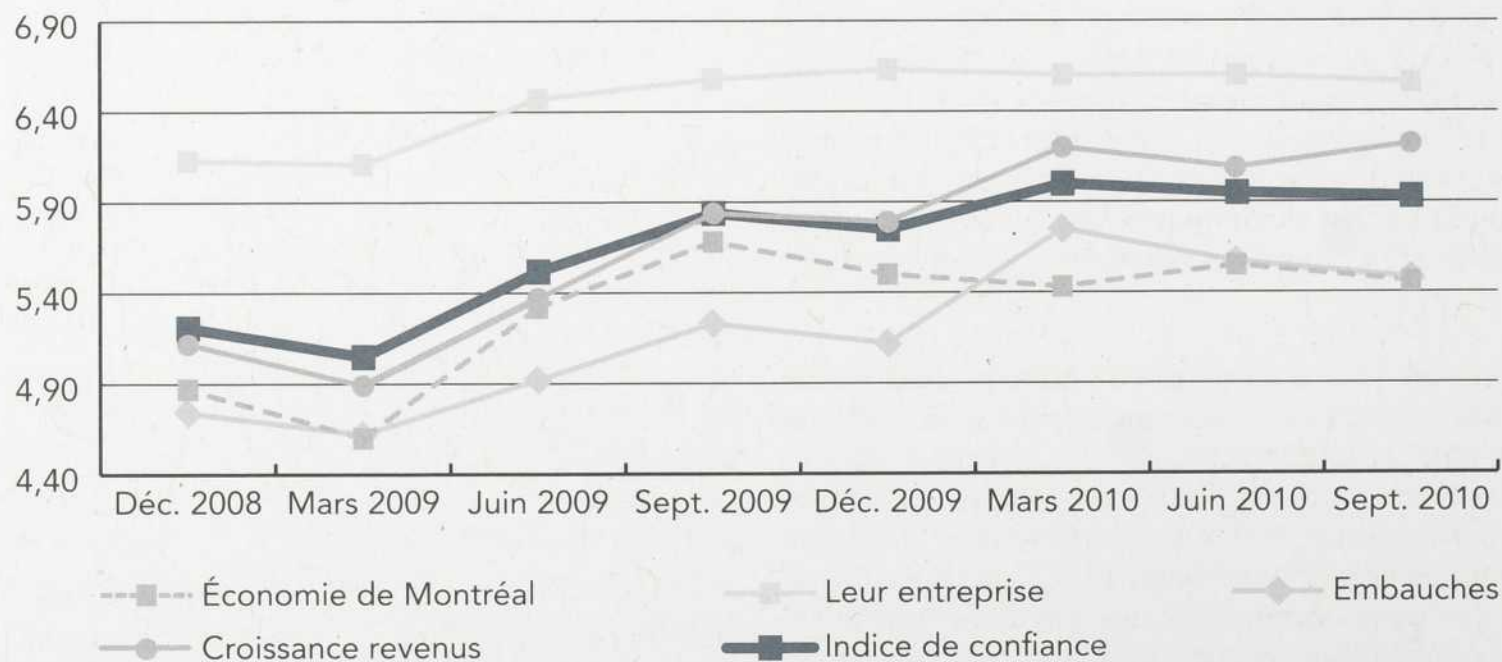
du travail de la métropole? Après tout, des entrepreneurs confiants à l'égard de leur entreprise seront moins susceptibles de licencier du personnel.

Toutefois, nous devons suivre de près l'évolution de l'économie mondiale – notamment de l'économie américaine, qui joue un rôle important dans la confiance de nos entreprises et dans notre performance économique.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE :

L'indice de confiance des membres de la Chambre permet de mesurer, sur une échelle de 1 à 10, le degré de confiance des entreprises membres. L'indice est compilé à partir des réponses à un sondage de quatre questions que nous soumettons, sur une base trimestrielle (durant la première semaine des mois de mars, juin, septembre et décembre), aux membres de la Chambre. Les participants ont été invités à remplir notre questionnaire en ligne du 1^{er} au 13 septembre 2010. Les réponses ont ensuite été pondérées afin de tenir compte de la composition du membership de la Chambre. La marge d'erreur maximale pour 343 répondants est de 5,27 %, et ce, 19 fois sur 20.

L'INDICE DE CONFIANCE DES MEMBRES DE LA CHAMBRE



DE SECTEURS STRATÉGIQUES À GRAPPES INDUSTRIELLES

LE SECTEUR FINANCIER : LE CŒUR ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL



Le secteur financier de Montréal est important : on y compte plus de 100 000 emplois. Il joue un rôle déterminant dans la croissance économique. Les emplois y sont bien rémunérés, les échanges internationaux sont nombreux et les liens avec les autres secteurs économiques sont constants, surtout en ce qui concerne les technologies de l'information, un secteur très développé à Montréal et qui en constitue un atout important.

Le Canada et le Québec ont été moins touchés par la crise financière que la quasi-totalité des autres régions du monde en raison d'un ensemble de facteurs, mais plus particulièrement grâce à une réglementation efficace du secteur financier. Notre réputation en sort grandie, ce qui nous place dans une position avantageuse face à nos concurrents pour attirer des entreprises étrangères.

La compétition est par ailleurs féroce et les joueurs sont plus nombreux qu'ils ne l'ont jamais été. Du G8, nous sommes passés au G20 et les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) prennent chaque jour une importance plus grande dans l'économie mondiale. Plusieurs villes et régions métropolitaines se dotent d'organismes pour développer en accéléré leur secteur financier. Si Montréal veut demeurer dans la course et

tirer profit de ses avantages, les faire connaître, développer les créneaux où elle excelle déjà et en explorer d'autres, elle doit s'organiser.

L'idée de mettre sur pied une grappe du secteur financier est discutée depuis déjà un bon moment. L'intérêt de plusieurs joueurs stratégiques est devenu plus manifeste au cours des derniers mois. Face à ce climat favorable, le ministre des Finances du Québec, M. Raymond Bachand, annonçait dans son budget du 30 mars 2010 qu'une somme d'un million, répartie à hauteur de 200 000 \$ pour chacune des cinq prochaines années, était disponible pour le fonctionnement de la grappe. La Communauté métropolitaine de Montréal, dans le cadre de sa politique de développement économique, prévoit une contribution financière de 200 000 \$ par année pour une période de trois ans pour les grappes qui sont mises sur pied, pourvu qu'elles remplissent un ensemble de conditions.

De leur côté, les institutions financières et organisations suivantes se sont engagées à verser chacune 50 000 \$ pour les années 2010 et 2011 : l'AMF, la Banque Nationale du Canada, la Banque Laurentienne, BMO Groupe financier, la Bourse de Montréal, la Caisse de dépôt et placement du Québec, CGI, le Mouvement Desjardins, le Fonds de solidarité FTQ, la Standard Life et TD Valeurs mobilières. Il est à prévoir que d'autres membres se joindront à la grappe chemin faisant.

Les orientations stratégiques et les priorités seront déterminées au cours des prochaines semaines

par le comité des gouverneurs, composé des joueurs majeurs.

La grappe sera constituée en organisme à but non lucratif. Sa structure sera légère et ses objectifs seront clairs et précis, mesurables et mesurés. Outre le comité des gouverneurs, il y aura un conseil d'administration, dont les membres seront élus lors de l'assemblée annuelle, qui veillera notamment au respect des orientations stratégiques de la grappe et à l'atteinte de ses objectifs. Le Centre financier international, dont le mandat est d'attirer les entreprises financières à venir s'établir à Montréal, travaillera en étroite collaboration avec cette nouvelle entité.

Jacques Girard
Président du conseil
et président-directeur général par intérim
Centre financier international

DE SECTEURS STRATÉGIQUES À GRAPPES INDUSTRIELLES

LES TECHNOLOGIES PROPRES, UN SECTEUR EN PLEIN ESSOR



L'économie mondiale est en pleine mutation, et celle du Québec ne fait pas exception. Les enjeux reliés aux changements climatiques et au développement durable nous forcent à nous remettre en question et à modifier nos façons de faire. Certains parlent même d'une nouvelle révolution industrielle dont les technologies propres seront le fer de lance.

Les technologies propres – aussi appelées *cleantechs*, *écotechs*, éco-activités ou éco-innovations – sont déjà présentes dans toutes les sphères : l'énergie, l'eau, l'air et l'environnement, l'agriculture, le transport, le secteur industriel, les matériaux, le recyclage et les matières résiduelles. Elles englobent des innovations technologiques, produits ou services, qui sont à la fois :

- écologiquement efficaces (en réduisant l'impact négatif sur l'environnement);
- économiquement avantageuses (en offrant à leurs utilisateurs des performances supérieures à moindre coût); et
- socialement responsables (en contribuant à une meilleure qualité de vie grâce à une utilisation optimale des ressources).

« Ce secteur est d'ailleurs déjà en très forte croissance », souligne M. Denis Leclerc, président et chef de la direction d'Écotech Québec, la grappe des technologies propres pour l'ensemble du Québec. « L'an dernier, c'est le secteur qui a connu les investissements les plus élevés en Amérique du Nord, en Europe, en Chine et en Inde, surpassant pour la première fois les biotechnologies et les technologies de l'information. Et les résultats des six premiers mois de 2010 sont en hausse de 65 % par rapport à la même période en 2009 ». La tendance est telle qu'un sondage réalisé par Deloitte en 2010, mené auprès de 500 sociétés de capital de risque du monde entier, fait ressortir que les technologies propres remportent la faveur de ces sociétés, qu'elles soient au Canada, aux États-Unis, en Chine ou en Inde.

La récente crise économique mondiale est vue par plusieurs observateurs comme étant une occasion de renforcer l'économie des pays par le soutien aux technologies propres, favorisant ainsi le virage vers l'économie verte.

« Le Québec est en bonne position pour tirer son épingle du jeu dans ce contexte, ajoute M. Leclerc. Le Québec occupe un emplacement géographique des plus stratégiques en Amérique du Nord et bénéficie de conditions et de traités de libre-échange ainsi que d'une gamme d'infrastructures de calibre mondial. On y trouve un bassin d'entreprises, de centres de recherche, de chaires universitaires et de centres de transfert

technologique présentant des masses critiques dans plusieurs secteurs. »

Afin d'optimiser sa croissance et son rayonnement, l'industrie elle-même s'est mobilisée pour mettre en place une grappe des technologies propres. C'est ainsi qu'Écotech Québec, un organisme autonome et à but non lucratif, a vu le jour. Véritable écosystème, Écotech Québec rassemble les intervenants de l'industrie – notamment les entrepreneurs en technologies propres, les utilisateurs ainsi que les organismes qui facilitent l'innovation, la commercialisation et l'exportation – autour d'objectifs communs et d'actions concertées.

« Écotech Québec vise à accroître les synergies entre les différents intervenants afin de permettre à ce secteur de se développer à son plein potentiel. Nous croyons pouvoir accomplir plus collectivement qu'en agissant chacun de son côté. Nous désirons contribuer à positionner le Québec comme pôle d'excellence des technologies propres en Amérique du Nord. En somme, nous espérons faire du Québec un endroit plus compétitif, plus vert et plus sain », conclut M. Denis Leclerc.

Denis Leclerc
Président et chef de la direction
Écotech Québec

LES PROJETS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE, UN OUTIL IMPORTANT POUR HAUSSER LA PRODUCTIVITÉ DE NOS ENTREPRISES

La récession qui a sévi récemment a éveillé un sentiment d'urgence chez les gouvernements à travers le monde. Des mesures de relance ont par conséquent été rapidement mises en place, et ce, avec une coordination sans précédent, afin d'éviter les pires déboires qu'une récession mondiale pourrait entraîner. C'est ainsi que des politiques monétaires accommodantes et des programmes de stimulation budgétaire ont été adoptés dans le but de soutenir la croissance et l'emploi. Parmi les différentes actions entreprises, on relève bon nombre de projets d'infrastructure publique.

En effet, de tels projets sont particulièrement intéressants dans la mesure où ils permettent de stimuler l'activité économique à court terme, tout en améliorant la compétitivité et la performance d'une économie à plus long terme.

De plus en plus d'économistes s'intéressent d'ailleurs à l'impact que pourrait avoir l'investissement de capital public sur la productivité et la croissance économique. Le capital public inclut généralement les systèmes de transport tels que les transports en commun et les autoroutes, ainsi que les réseaux de distribution d'eau et d'épuration des eaux usées.

LES PROJETS D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL PUBLIC AUGMENTENT LA PRODUCTIVITÉ

Selon une étude de Statistique Canada intitulée : « Le capital public et sa contribution à la productivité du secteur des entreprises au Canada »,

une augmentation des services du capital public permet la réduction du coût total de production du secteur privé, qui se traduit à son tour par une augmentation de la productivité des entreprises. Si la réduction du coût total de production a lieu dans toutes les branches d'activité, son ampleur varie généralement d'un secteur à l'autre. Ce sont les secteurs des transports, du commerce de gros et de détail ainsi que les autres services d'utilité publique qui semblent être les plus sensibles à une variation du capital public.

Par ailleurs, cette étude conclut que les bénéfices marginaux du capital public sont significatifs pour toutes les branches d'activité. Une augmentation de 1 \$ de la valeur nette du stock de capital public permet aux entreprises d'économiser en moyenne 17 cents par année en coûts de production. En outre, selon une autre étude de Statistique Canada, intitulée : « L'effet de l'infrastructure publique sur les estimations de la productivité multifactorielle au Canada », le capital public a contribué pour 0,2 point de pourcentage à la productivité du travail chaque année durant la période allant de 1962 à 2006 (soit 9 % de la productivité du travail).

INVESTIR EN CAPITAL PUBLIC AU QUÉBEC EST UN MOYEN EFFICACE D'AUGMENTER SA PRODUCTIVITÉ

Dans un contexte où le Québec et sa métropole font face à un défi démographique important et à une faible productivité structurelle, l'investissement dans le capital public paraît ici très pertinent

pour assurer leur vitalité économique à plus long terme.

Durant les prochaines années, **de nombreux projets d'infrastructure, surtout dans le domaine des transports, devraient contribuer à accroître la productivité de la région métropolitaine.** Le projet de modernisation de l'échangeur Turcot devrait permettre d'améliorer la fluidité du transport par route et offrir de nouvelles voies réservées au transport collectif. D'ici quelques années, les autorités publiques concernées devront également investir dans la réfection d'autres infrastructures routières majeures telles que le pont Champlain et l'autoroute Métropolitaine.

Aussi, des investissements stratégiques en **transport collectif** devraient contribuer à la fluidité des déplacements. Un transport plus efficace des travailleurs permettrait aux entreprises de réaliser des économies substantielles qui pourraient représenter des gains de productivité. En effet, la navette aéroportuaire vers la gare Centrale devrait grandement faciliter les déplacements entre l'aéroport et le centre-ville, notamment pour les voyageurs d'affaires, tandis que les nouvelles voitures du métro de Montréal augmenteront la capacité de celui-ci. Au cours des prochaines années, il est également prévu d'étendre le réseau du métro vers l'est de Montréal, mais également à Laval et sur la Rive-Sud.

¹ Source : Statistique Canada, 2003, « Le capital public et sa contribution à la productivité du secteur des entreprises au Canada », 11F0027M au catalogue, n° 017

² Source : Statistique Canada, 2009, « L'effet de l'infrastructure publique sur les estimations de la productivité multifactorielle au Canada », 15-206-X au catalogue, n° 021

CHRONIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

PERSPECTIVES DE L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE DU QUÉBEC ET DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

Au cours des 25 prochaines années, le marché du travail devra composer avec des changements importants découlant notamment du vieillissement de la population et de l'arrivée massive d'immigrants. Cet article explore les facteurs qui vont moduler l'évolution de l'offre de main-d'œuvre et les impacts possibles de ces transformations.

Le scénario ayant servi de base à cette analyse est celui dit de référence produit par Statistique Canada en 2010. Ces projections amènent la population du Québec à plus de 9,25 millions en 2036, soit une hausse de 1,4 million par rapport à 2009.

Principales hypothèses :

- hausse graduelle de l'espérance de vie;
- indice synthétique de fécondité de 1,72 enfant par femme;
- accroissement naturel (naissances – décès) positif, mais diminuant progressivement;
- 50 000 nouveaux immigrants par année;
- déficit du solde migratoire interprovincial : 8 000 personnes par an.

Selon l'évolution anticipée, le cœur des effectifs de la population du Québec en âge de travailler (20 à 64 ans) ne connaîtra pas de croissance continue au cours du prochain quart de siècle. La population active totale (travailleurs + chômeurs) ne devrait pas diminuer en raison d'une augmentation très probable des taux d'activité de presque toutes les strates d'âge.

Les facteurs qui militent pour cette augmentation sont :

- la hausse des niveaux de scolarité;
- la croissance de la demande de travailleurs plus rapide que l'offre (= baisse du chômage);
- l'amélioration de la santé des personnes âgées de plus de 50 ans et leur désir de continuer à travailler afin de maintenir un train de vie élevé;
- la présence de plus en plus nombreuse d'immigrants dont les taux d'activité surpassent ceux des non-immigrants chez les 55 ans et plus.

De plus, les nombreux départs à la retraite des baby-boomers créeront des occasions d'embauche pour les plus jeunes, influençant à la baisse les taux de chômage et stimulant les taux d'activité de plusieurs cohortes.

Ce scénario de Statistique Canada présente le portrait global de la province. Dans certaines communautés éloignées déjà en proie à une faible natalité et à une décroissance de la population, la situation pourrait connaître une tout autre tournure que dans les grands pôles urbains, surtout si ces communautés ne peuvent attirer et retenir les nouveaux arrivants. La concurrence devrait y être des plus vives entre les entreprises désireuses de recruter de nouveaux talents, exerçant une pression à la hausse sur les salaires afin d'accaparer les services de travailleurs qualifiés.

LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

La région métropolitaine de recensement de Montréal (RMR) continuera à recevoir l'essentiel des immigrants qui arrivent au Québec. Cette

situation contribuera à accentuer l'offre de main-d'œuvre à Montréal alors que d'autres territoires vivront la situation inverse. Ceci pourrait pousser à la hausse le taux de chômage métropolitain, mais également inciter des entreprises à venir s'y établir ou encore à y accroître le nombre de leurs employés.

Comme la population active sera de plus en plus scolarisée, il est envisageable de penser que ce sont principalement des entreprises ayant recours à de fortes proportions de travailleurs diplômés du postsecondaire qui auront tendance à venir s'installer dans la région afin d'y dénicher les employés dont elles prévoient avoir besoin à l'avenir.

En 2031, près du tiers de la population de la RMR de Montréal pourrait être constitué de gens présentant des traits dits de minorités visibles, soit le double (16 %) de ce qu'ils étaient en 2006. Les groupes d'individus d'origines arabe (367 000) et noire (381 000) représenteraient alors chacun 7,5 % de l'ensemble des personnes (voir : http://www42.statcan.gc.ca/smr09/smr09_016-fra.htm).

Article rédigé par François Gauvin,
Développement économique Canada

 Développement économique Canada / Canada Economic Development

Canada

Bureau d'affaires Île-de-Montréal
☎ 514 283-2500 | 1 800 322-4636
☎ 514 496-8310
www.dec-ced.gc.ca
montreal@dec-ced.gc.ca

CHRONIQUE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

MARCHÉ DE L'EMPLOI À MONTRÉAL : UNE REPRISE ENCOURAGEANTE, MAIS ENCORE FRAGILE

Après 12 années de croissance constante de l'emploi sur le territoire de l'agglomération de Montréal, la récession de 2009 est venue porter un dur coup à la vitalité du marché du travail : durant cette période, le territoire a perdu 37 900 emplois. Heureusement, Montréal a su se remettre sur pied rapidement. Les pertes d'emploi subies au cours du ralentissement économique ont toutes été récupérées, et ce, dès les deux premiers trimestres de 2010. En effet, entre septembre 2009, mois où l'emploi a atteint un creux, et septembre 2010, un total de 38 600 nouveaux emplois ont été comptabilisés sur l'île de Montréal, soit un gain net de 700 emplois, la plupart étant à temps partiel. Les secteurs des finances, des assurances et de l'immobilier, de même que le commerce de gros et de détail ont constitué le fer de lance de la reprise. Avec de tels gains, l'agglomération s'est avérée le pôle majeur de création d'emplois de la région métropolitaine : depuis septembre 2009, 99,5 % des 38 800 emplois créés dans la RMR l'ont été sur l'île de Montréal.

La partie n'est donc pas gagnée et la reprise demeure fragile, comme en témoigne le fait que 99 % des emplois créés sur l'île sont des emplois à temps partiel. Ainsi, après avoir connu un sommet d'emploi en août 2010 alors que 964 900 personnes étaient au travail, l'agglomération a subi, en septembre 2010, un premier recul de l'emploi depuis septembre 2009. De même, la population active a établi un record en août. Jamais autant de personnes ne s'étaient retrouvées sur le marché du travail sur l'île. Le mois de

septembre a refroidi les ardeurs : la population active y a reculé de 1,3 %.

Bref, malgré une excellente reprise du marché de l'emploi en 2010, à ce jour, toutes traces laissées par la récession n'ont pas encore été effacées. Les conditions sont cependant en place pour que l'économie reprenne le rythme de croissance d'avant la crise. Outre le dynamisme du secteur privé, les mesures mises de l'avant par les gouvernements aident à soutenir la reprise. Le fait, en plus, que l'économie de Montréal puisse compter sur un important portefeuille de grands projets de construction stimule la création d'emplois. Près de 180 chantiers de construction de 5 millions de dollars et plus sont en cours sur l'île de Montréal, ce qui représente des investissements de quelque 12 milliards de dollars.

Mais, comme les statistiques le démontrent, il faut demeurer vigilant pour l'avenir. L'économie américaine semble avoir beaucoup de mal à se remettre sur pied et affiche une performance en dents de scie. Compte tenu de l'importance de son apport pour nos entreprises, notre marché du travail pourrait en subir à nouveau les contrecoups.

Les plus récentes prévisions du Conference Board du Canada demeurent, cependant, optimistes en matière d'emploi : l'organisme estime qu'un taux de croissance de 3,3 % pourrait être enregistré en 2010 dans la région métropolitaine, soit une performance supérieure à celle de Toronto, par exemple.

Tout semble donc actuellement en place pour faire de Montréal une ville à la croissance économique enviable, jouant ainsi son rôle de moteur de l'économie québécoise. À nous maintenant de profiter des occasions et de miser sur les nombreux atouts de la métropole.

Article rédigé par la Direction
du développement économique et urbain
Ville de Montréal

Montréal 



1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0

TABLEAU DE BORD *Montréal*

www.tableaudebordmontreal.com

POUR SUIVRE DE FAÇON INTERACTIVE L'ÉCONOMIE DE MONTRÉAL

- Principaux indicateurs économiques
- Données comparatives
- Graphiques interactifs
- Mises à jour régulières

0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5
6 4 2 3 1 4 5 1 1 5 1 2
7 1 6 6 0 7 9 2 6 6 4 9
1 3 5 7 9 0 8 6 4 2 0 1
8 6 4 2 0 1 1 3 5 7 9 0
3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8
2 5 4 1 8 5 3 0 5 3 6 4
9 6 3 2 7 8 4 8 3 2 9 7
0 8 3 2 6 5 3 8 9 0 6 3
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6
0 9 7 5 2 1 6 3 7 9 0 8
6 4 9



3 6 9 7 4 2 0 9 4 2 7 8
4 2 1 6 5 3 7 4 9 1 3 6
5 7 8 4 3 6 2 7 2 4 2 5